

Développer ses achats circulaires et environnementaux dans le mobilier et les fournitures de bureau

Boîte à outils



Juillet 2023

Développer ses achats circulaires et environnementaux dans le mobilier et les fournitures de bureau

Boîte à outils

En 2021, le GIP Maximilien s'est vu confier par la Région Île-de-France une mission d'appui afin de coconstruire une commande publique circulaire avec les acheteurs publics franciliens. Cette mission s'inscrit dans l'offre plus large que porte le GIP sur la commande publique durable, destinée à l'ensemble des acheteurs franciliens.

La Mission achats publics circulaires et environnementaux (MAPCE) s'inscrit dans la Stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire et vient aider les acheteurs à répondre aux exigences réglementaires de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) promulguée en 2020.

Avec ses partenaires et financeurs, le GIP Maximilien a développé un programme d'accompagnement à destination des acheteurs publics franciliens afin de les sensibiliser à l'économie circulaire et leur apporter des clés pour mettre en œuvre des achats circulaires. Son objectif : faire de l'Île-de-France un territoire exemplaire en matière d'achats responsables.

Le programme est composé de 4 parcours. Le parcours dédié au mobilier et aux fournitures de bureau s'est tenu de mai à juin 2023 et a donné lieu à la coconstruction d'outils entre experts et acheteurs franciliens. Dans cette boîte à outils, vous retrouverez ces outils visant à mettre en œuvre une commande publique circulaire et écologiquement responsable, ainsi que des ressources préexistantes identifiées par les experts.

Les financeurs de cette mission, que nous remercions, sont :

- La Région Île-de-France
- L'ADEME
- La Métropole du Grand Paris
- La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT)

Des ressources créées par et pour vous



Dans cette section, vous retrouverez des outils développés par BuyYourWay suite aux groupes de travail organisés lors du parcours Mobilier & fournitures de bureau.

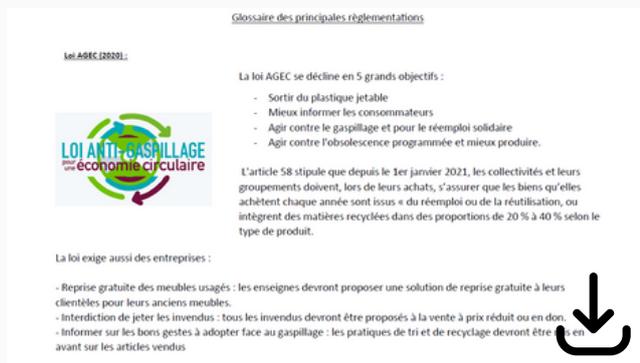
BuyYourWay est un cabinet qui conseille et accompagne les acteurs privés et publics dans leurs achats responsables (enjeux environnementaux et sociaux).



Contact :

Vincent Monclus
vincent.monclus@buyyourway.eu

Réglementation et labels



Glossaire des principales réglementations



Les normes et labels environnementaux

Les enjeux environnementaux de l'achat de mobilier et de fournitures de bureau



Réunion de sensibilisation : Support et replay

Légende

↓ Télécharger

🔗 Accéder au site internet

Outils pour intégrer l'économie circulaire dans ses marchés publics

Clausier « Mobilier d'intérieur » et « Fournitures de bureau »




1. Les incontournables
Clauses et critères à utiliser en priorité dans le cahier des charges et le RC.

Catégorie d'achat	Niveau de spécification (Classe ou critères)	Proposition thématique de clause	Mode de preuve attendu	Critères de jugement	Impact cont.	Commentaire
Mobilier (général)	Classe	Pour les ameublements contenant du bois, le titulaire devra proposer des références dont le bois est écobléifié FSC, PEFC ou équivalent	Certification FSC, PEFC ou équivalent en cours de validité	Non applicable (N/A)	-	<p>Cette classe permet de s'assurer que le bois utilisé dans le mobilier provient de forêts gérées durablement et ne provient pas de coupes illégales de bois.</p> <p>Il est important de faire la distinction entre la certification FSC ou PEFC du produit et la certification de la chaîne de distribution FSC ou PEFC du fournisseur. La première certifie la provenance durable du bois entrant dans la composition du produit et la seconde certifie que le fournisseur peut travailler avec du bois certifié FSC ou PEFC. Il faut donc demander la certification « produit » qui elle seule garantit la bonne provenance du bois.</p> <p>Des labels officiels garantissent un moindre impact sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie.</p> <p>Le label NF environnement est l'écolabel le plus courant sur cette catégorie d'achat, une cinquantaine de produits sont écobléifiés. Il n'est pas à confondre avec le label NF ameublement qui est un label de qualité.</p>
	Classe	Le titulaire devra proposer des références écobléifiées NF environnement, écolabel européen, Blue Angel, Nordique Swan ou équivalent	Certification en cours de validité	N/A	-	

Clauses et critères environnementaux

Sujet	Question	Commentaire
Aller à la compréhension des bonnes pratiques existantes	En matière environnementale - Avez-vous des références écobléifiées FSC, PEFC ou équivalent ? Si oui dans quelle proportion ? - Avez-vous des références écobléifiées écolabel européen, Ange Bleu, Nordique Swan ou équivalent ? Si oui dans quelle proportion ? - Quelle est la proportion de vos produits de type EO ? - Utilisez-vous des colles et des peintures en base aqueuse ? - Êtes-vous en capacité de récupérer votre mobilier actuel ? - Comment traitez-vous les déchets générés dans le cadre de vos prestations ?	
	En matière sociale - Quelle est votre politique de recrutement ? - De quelle(s) formation(s) bénéficiez vos salariés ? - Quelles actions mettez-vous en place (autres que les formations) pour veiller à la sécurité de vos salariés ? - Avez-vous une politique visant l'emploi de personnes en situation d'insertion ? Proposez-vous des références issues de l'économie circulaire ?	
Evaluer la capacité du distributeur à proposer du mobilier issue de l'économie circulaire	Si oui : - Quelle est la proportion de références issues de l'économie circulaire ? - Quelles sont vos critères de référencements (marque, couleurs, tailles gamme, etc.) ? - Quels sont vos stocks de chaises, bureaux, fauteuils, etc ? - Avec quels types de structure travaillez vous ?	Question à poser uniquement aux distributeurs

Grille de questions sourcing

juin 2023




Clause et critère relatifs à l'empreinte carbone des produits

La Clause Carbone

Deux types de clauses carbone peuvent être imaginées dans le cadre de la commande publique responsable.

- **La clause d'engagement**

La clause d'engagement oblige le titulaire à réaliser la comptabilité carbone de sa prestation annuellement ou à la fin du marché. Les données collectées serviront à alimenter le propre bilan carbone de la collectivité. Le titulaire peut être libre de choisir la méthodologie, la base de données et les outils qu'il souhaite pour réaliser l'impact carbone.

- **La clause d'obligation de reporting**

La clause d'obligation de reporting oblige le titulaire à calculer et communiquer régulièrement l'impact carbone de son activité aux services achats. En fonction des marchés, ce reporting peut se faire mensuellement, trimestriellement, annuellement ou encore à chaque livraison. Le but de cette clause est de mesurer l'évolution de l'impact carbone de l'achat et de s'assurer que le titulaire met bien en place des actions pour réduire les émissions de GES de sa prestation. Des bonus/malus peut être appliqués en fonction de l'évolution du résultat.

Exigences en matière d'empreinte carbone

Focus sur les acteurs de l'économie circulaire

Adopte un bureau
<https://www.adopteunbureau.fr/>
MOBILIER DE BUREAU
Solutions de mobilier de bureau économique, ergonomique et écologique pour les entreprises et les particuliers.
• Mobilier neuf avec engagement de rachat
• Mobilier reconditionné avec des pièces d'origine
• Reprise de mobilier professionnel en Île-de-France
Travail avec IADEME pour l'aménagement de bureaux/ salle de pause au siège principal de l'agence à Courbevoie. Le projet s'est fait entièrement à l'aide de meubles reconditionnés.

Furniture for Good
<https://www.furnitureforgood.fr/>
AMEUBLEMENT
Manufacture de mobilier écoresponsable
• Conception de mobilier réparable, int recyclés, composés de déchets d'a bâtiment), solide, fonctionnel et re France
• Assemblage du mobilier par des pers handicap et/ou en insertion prof d'entreprises adaptées.
Travail avec les JO de Paris 2024: aménagement du siège des JO à Saint-Denis avec le mobilier en plastique recyclé Furniture For Good.

Exemples de structures proposant du mobilier éco-responsables

Focus
Les filières REP

Les filières REP

Bonnes pratiques en matière de réemploi

Benchmark
Bonnes pratiques achats publics durables

Benchmark national

Jun 2023

mapce
maximilien

Bonnes pratiques pour favoriser l'économie circulaire dans ses marchés publics

La forme du marché
La définition de la forme du marché est très importante pour permettre l'intégration des enjeux de l'économie circulaire et pouvoir travailler avec des structures de l'ESS et/ou du reconditionnement de meubles.

Allotissement
En application des articles L 2113-1, L 2113-10, et R 2113-1 à R 2113-3 du Code de la commande publique, et compte tenu des différents types de mobilier de bureau, il est intéressant d'allotir le marché afin d'avoir la meilleure réponse possible, notamment en termes d'économie circulaire. En effet, l'allotissement d'une typologie de mobilier, chaise ou table par exemple, issue de l'économie circulaire, permet aux acteurs de se positionner. Les entreprises du reconditionné sont souvent des petites structures et n'ont pas le volume pour pouvoir répondre à l'ensemble d'un marché.

Variante et option
En application des articles R 2151-8 à R 2151-11 du Code de la commande publique, les candidats pourront proposer une variante qui leur permettra de proposer une solution plus écologique que celle présentée dans l'offre de base.
La variante peut être aussi une possibilité pour intégrer les enjeux de l'économie circulaire notamment en favorisant le réemploi et le recyclage du mobilier d'entreprise.

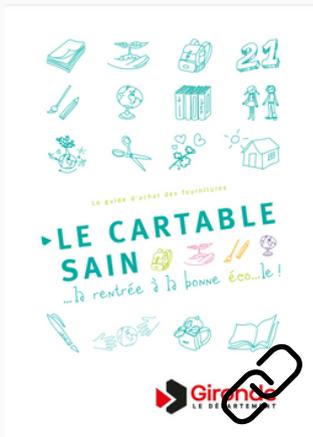
Leviers pour intégrer du réemploi dans son marché

Autres ressources

Pour compléter cette boîte à outils créée dans le cadre du parcours Mobilier et Fournitures de bureau de la MAPCE, des ressources réalisées par d'autres organismes ont été recensées pour vous aider à intégrer l'économie circulaire dans vos marchés de mobilier.

Cette boîte à outil a vocation à être mise à jour régulièrement, au fil des publications et événements des structures qui traitent du mobilier et/ou des fournitures de bureau.

Guides



ADEME & CD Gironde (2020)

Ces structures ont créé un guide "Cartable sain" dans le but d'aider dans le choix des fournitures. Des conseils sont dispensés pour chaque type de fournitures.



DNID (2021)

Les services de la direction nationale d'interventions domaniales ont créé un guide de bonnes pratiques en vue de la cession du mobilier.



Pole Eco-conception (2018)

Ce guide vise à inspirer les opérateurs économiques à s'engager dans une démarche d'écoconception en présentant des produits innovants.



Eco-mobilier (2016)

Ce document comprend des fiches "produits" (conception, fin de vie) et "matériaux". Il présente des pistes de réflexion pour l'écoconception des produits.



WEKA

Cette fiche présente les démarches à suivre pour les achats de mobilier petite enfance avec des explications sur la manière de définir le besoin, de construire le DCE, de réaliser son sourcing, etc.
Ressource réservée aux abonnés



WEKA

Cette fiche traite de l'achat de mobilier de bureau. Elle revient sur les matériaux, les éléments à intégrer dans le DCE, etc.
Ressource réservée aux abonnés

Guides



Valdelia (2023)

Ce document revient sur les modalités de mise en oeuvre de l'article 58 de la loi AGECE selon un format "questions/réponses".



Atelier Extramuros et FCBA (2019)

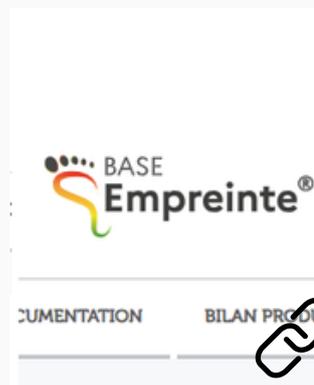
Cette note de synthèse présente la réglementation incendie applicable au mobilier.

Outils



Charte Achats Publics de Mobilier

Ce document recense des bonnes pratiques permettant de développer des relations respectueuses et de confiance entre donneurs d'ordre publics et entreprises.



ADEME

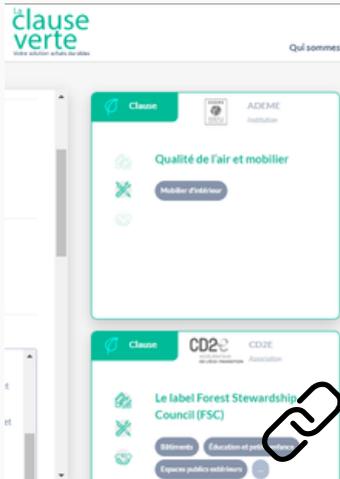
La base Empreinte® est la base de données officielle des facteurs d'émissions des produits de grande consommation. Cet outil n'est pas destiné à de l'affichage environnemental ni de l'ACV.



Institut technologique FCBA

Eco-meuble est un outil de calcul. Un niveau d'accès gratuit permet à tout industriel d'évaluer l'impact environnemental de son meuble et de le comparer à d'autres produits.

Recueil de clauses



CD2E

La clause verte met à disposition des clauses à insérer dans les contrats publics pour l'achat de mobilier et de fournitures de bureau (qualité de l'air, écolabels, etc.).



Institut fédéral pour le développement durable Belgique (2016)

L'institut fédéral pour le développement durable (**Belgique**) propose des exemples de clauses et de critères pour l'achat de mobilier de bureau.



Institut fédéral pour le développement durable Belgique (2016)

L'institut fédéral pour le développement durable (**Belgique**) propose des exemples de clauses et de critères pour l'achat d'instruments d'écriture (stylos plume, stylos bille, marqueurs, surligneurs, crayon, etc.).

Webinaires



Institut technologique FCBA (2022)

Webinaire de sensibilisation - RSE dans le mobilier : lancer la démarche.



Institut technologique FCBA (2021)

Webinaire - Loi AGECE : anticiper les contraintes et saisir les opportunités.



MGP, INEC, AES & l'ObsAR

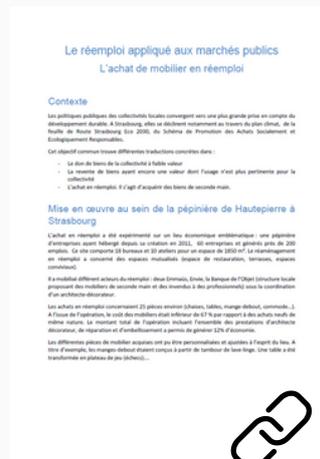
Ces structures ont développé un programme d'accompagnement aux achats circulaires et solidaires. Deux webinaires accompagnés d'outils concernent le mobilier.

Retours d'expérience



Retour d'expérience Métropole Lyon

Dans le cadre du projet Public Factory, les étudiants de SciencesPo ont réalisé un guide concernant l'achat de mobilier de bureau issu du réemploi/réutilisé ou neuf.



Retour d'expérience Métropole Strasbourg

La politique publique de Strasbourg en matière de développement durable a été expérimentée au sein de la pépinière d'entreprise "Hautepierre".



AURA-EE

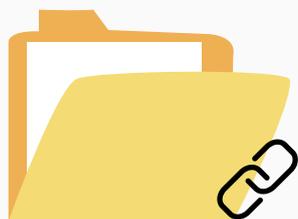
Dans cette fiche, le réseau AURA-EE présente les bonnes pratiques de la ville de Grenoble pour ses achats de fournitures scolaires.



AURA-EE

Cette fiche d'AURA-EE expose les bonnes pratiques pour les achats de fournitures d'un groupement de commande, avec un focus sur les produits de papier.

DCE Exemples Mobilier



DCE acquisition de mobiliers pour divers établissements et services de la ville et la caisse des écoles de Levallois

Ce marché porte sur l'ameublement d'établissements de la ville, avec un lot dédié au mobilier issu du réemploi.



DCE Achat de mobilier pour l'hôtel de ville - Ville d'Echirolles

Ce marché porte sur l'ameublement de l'hôtel de ville avec un lot dédié au mobilier de bureau comprenant des clauses relatives au respect de l'environnement.



DCE Fournitures de mobiliers scolaires et petite enfance - Bordeaux

Ce marché porte sur l'ameublement d'établissements de la ville de Bordeaux et contient des clauses en lien avec la loi AGEC.

DCE Exemples Fournitures de bureau



CCTP acquisition de fournitures de bureau, de papeterie et de matériels scolaires et pédagogiques - Clermont Auvergne Métropole

Ce marché porte sur l'acquisition de fournitures devant être labellisées avec justificatifs à l'appui.



DCE acquisition de fournitures administratives et scolaires - Neuilly sur Seine

Ce marché porte sur l'acquisition de fournitures courantes et services et propose un critère reposant sur la valeur environnementale.

L'offre achats responsables du GIP Maximilien

Le GIP Maximilien est le réseau régional des achats responsables. En complément de la MAPCE, il propose deux autres services gratuits pour aider les acheteurs franciliens à intégrer le développement durable dans leurs achats.

La Mission d'appui au développement des clauses sociales (MACS)



La MACS, financée par la Drieets Île-de-France et le Fonds Social Européen (FSE), a pour objectif de faire connaître et de valoriser les clauses sociales au service de l'emploi. Avec son réseau de partenaires (URTIE, GRAFIE, UNEA, CRESS, réseau Gesat et organisations professionnelles) et les 8 coordinations départementales de facilitateurs, la MACS accompagne et renforce l'éco système des clauses sociales en Île-de-France.

Vous souhaitez développer vos achats socialement responsables ? Le Guichet régional des clauses sociales porté par la MACS vous propose un accompagnement lors de la préparation de vos marchés dans l'analyse d'opportunités, le sourcing, la disposition la mieux adaptée, etc.)

[Contacter le Guichet régional des clauses sociales](#)

La Mission Plan national des achats durables



Ce service est financé par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, et porté en région par les réseaux régionaux. En Île-de-France, c'est le GIP Maximilien qui porte le Guichet vert.

Le Guichet vert est un service de conseil gratuit, à disposition des acheteurs publics, visant à les aider dans l'intégration de considérations environnementales dans leurs marchés : vous nous partagez votre problématique, et nous réalisons de recherche pour vous et vous fournissons des informations sur la réglementation achats responsables, des guides et fiches pratiques, des exemples de clauses et/ou critères, etc.

[Contacter le Guichet vert](#)

Cette boîte à outil vous est proposée par le GIP Maximilien
avec le soutien de :

- La Région Île-de-France
- L'ADEME
- La Métropole du Grand Paris
- La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT)



Mai 2023

Juillet 2023